



UNION INTERFÉDÉRALE
DES AGENTS DE LA
FONCTION PUBLIQUE
FORCE OUVRIÈRE

46 rue des Petites Écuries - 75010 Paris

01 44 83 65 55

secretariat@fo-fonctionnaires.fr



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 6 décembre 2024

Le gouvernement Barnier vient de tomber ! Et maintenant ?

Une majorité de députés a voté la motion de censure entraînant la chute du gouvernement.

Michel Barnier et ses ministres, dont le ministre de la Fonction publique Guillaume Kasbarian, paient leur politique d'austérité défavorable aux salariés ainsi qu'aux fonctionnaires et agents publics.

La crise institutionnelle s'ajoute désormais à la crise sociale.

Par ailleurs, le vote de la motion de censure a des conséquences directes sur nos revendications ; en effet, le vote de la motion de censure fait tomber automatiquement les projets de loi de finance et de la sécurité sociale 2025.

C'est la loi de finances de 2024 qui devient la référence pour engager les dépenses publiques de 2025 jusqu'à la nomination d'un nouveau gouvernement et une nouvelle discussion parlementaire.

L'abandon des projets de loi de finances et projet de loi de financement de la sécurité sociale 2025 a un impact direct sur 2 attaques fortes contre les fonctionnaires et agents publics :

- les suppressions de postes prévues au budget 2025 disparaissent ;
- le projet concernant les 3 jours de carence et la réduction de 10% de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie est abandonné.

De plus, la reprise de la loi de finances 2024 doit permettre de rétablir la GIPA.

Face à ce constat, FO Fonction publique décide de suspendre son mouvement de grève des 10, 11 et 12 décembre dans l'attente des orientations du nouveau Gouvernement.

Pour autant, la suspension du mouvement ne fait pas taire les revendications et FO Fonction publique rappelle l'urgence :

- d'une revalorisation immédiate de 10% du point d'indice ;
- de l'ouverture immédiate de négociations pour améliorer la grille indiciaire et redonner du sens au principe de carrière et de l'attractivité à l'emploi public ;
- de l'arrêt des suppressions de postes comme des restructurations et la reprise des recrutements partout où c'est nécessaire ;
- du renforcement du service public de proximité ainsi que des budgets nécessaires pour effectuer les missions dans les meilleures conditions dans les 3 versants de la Fonction publique ;
- de supprimer tout jour de carence dans la Fonction publique.

FO Fonction publique appelle toutes ses structures à rester mobilisées et à continuer de réunir les personnels.

Nous lançons un avertissement solennel au prochain gouvernement : reconduire des mesures anti-fonctionnaires relancera immédiatement un nouvel appel à la grève. C'est dans ce cadre que FO Fonction publique dépose d'ores et déjà un préavis de grève du 1er janvier au 31 mars 2025.

FO Fonction publique soutient tous les syndicats FO qui sont en lutte aujourd'hui et demain.